



FSU

CDEN du 9 septembre 2011 du 9 septembre 2011

Déclaration liminaire FSU

Monsieur le Préfet,
Monsieur le Président du Conseil Général,
Madame l'Inspectrice d'Académie,
Mesdames et Messieurs,

Ce conseil départemental qui a lieu quelques jours après la rentrée est particulièrement attendu car il traite principalement des mesures d'ajustements de rentrée dans les écoles de notre département. Il est en quelque sorte l'ultime étape d'un processus commencé au printemps dernier. Nous verrons à l'examen des situations présentées que des décisions doivent être prises rapidement car les classes de certaines écoles sont particulièrement chargées. Nos collègues qui sont dans l'incertitude depuis plusieurs mois auraient aimé que ces décisions soient arrêtées avant la sortie. Organisation pédagogique et préparation de la rentrée ne gagnent rien à se faire dans l'incertitude à la fois pour l'affectation des personnels, mais aussi pour le fonctionnement des écoles et l'accueil des élèves. Lors de la réunion du CTPD, deux situations nouvelles de fermetures sont apparues. Nous souhaitons fortement que de telles mesures ne soient pas prises car ce serait désorganiser brutalement les écoles concernées. Cela ne s'est jamais fait dans telles conditions en Dordogne. Nous y reviendrons dans les débats.

Ce CDEN est aussi l'occasion de faire quelques commentaires sur la rentrée marquée en Dordogne par une diminution de 14 emplois pour une baisse prévue des effectifs d'environ 130 élèves, soit un poste en moins pour 9 élèves. C'est une des conséquences directes et concrètes de la politique de suppressions de postes menée depuis 4 ans par le gouvernement.

L'an dernier, alors que l'écart entre les prévisions d'effectifs et les constats de rentrée ont établi une légère hausse +29 (cf. tableau doc. Recteur CTPA du 17 janvier 2011), 7 postes ont néanmoins été retirés à notre département. En deux ans, 21 postes ont disparu pour moins d'une centaine d'élèves, soit 1 poste pour 5 élèves ! Concernant les effectifs, nous aimerions en avoir une vision complète à ce jour. Dans un département voisin, la Gironde, 400 élèves étaient prévus en plus. Il s'avère que ce sont 1000 élèves supplémentaires qui sont constatés. Le nombre élevé des demandes d'ouvertures en cette rentrée dans notre département pourrait peut-être révéler une situation moins négative que prévue, voire peut-être positive comme l'an dernier.

Nous tenons aussi à rappeler que la politique de restriction des inscriptions des moins de 3 ans ne fait plus apparaître les demandes qui restent encore fortes en Dordogne pour cette tranche d'âge. Afin de provoquer le moins de réactions possibles chez les parents d'élèves, les élus des communes et les enseignants, le choix a été fait de supprimer en priorité des postes moins « voyants » que les classes. Ainsi les postes de RASED, de maîtres-formateurs et leurs décharges, de CPD EPS, etc., au total une dizaine ont été supprimés sur les 14 emplois à rendre. Concernant les RASED, aux postes directement fermés s'ajoutent ceux non pourvus à la fois par manque de personnels spécialisés, mais aussi par une modification des règles du mouvement cette année.

L'an dernier la Dordogne s'est retrouvée en surnombre important en début d'année du point de vue du nombre d'enseignants. Cela avait permis de passer une année sans gros problème de remplacement. Ce n'est pas le cas cette année. Mais nous sommes extrêmement inquiets pour les prochains mois car le faible recrutement et les suppressions d'emplois vont créer une situation très tendue, en particulier lors des périodes d'épidémies.

Pour finir, nous voulons aborder la question de la disparition de l'aide administrative aux écoles.

Nous tenons à rappeler que notre syndicat a toujours dénoncé la situation des personnels sous contrats aidés mis en place par le protocole de 2006 que nous avons refusé de signer. Nous en mesurons, cinq ans après, ses effets désastreux à la fois pour les personnels EVS dont la plupart va se retrouver à nouveau au chômage et sans réelle perspective de retrouver un emploi, mais aussi pour les directeurs et directrices déjà surchargés de travail et qui vont devoir se débrouiller seuls.

Nous réclamons l'ouverture rapide de discussions sur la direction et le fonctionnement des écoles et nous avons appelé nos collègues à observer un blocage administratif. Des emplois pérennes et statutaires doivent être créés, il faut mettre un terme à la précarité qui s'est développée depuis cinq ans. Concernant les EVS, nous vous demandons de réunir au plus vite un groupe de travail.

En conclusion, nous voulons exprimer l'inquiétude de nos collègues (directeurs-trices et adjoints-tes), leur ras le bol des injonctions et de la surcharge de travail qu'on leur demande sans qu'ils en comprennent l'utilité et leur colère devant l'annonce de nouvelles suppressions d'emplois à la rentrée 2012. Nous les appelons à être massivement en grève le mardi 27 septembre pour dénoncer les suppressions massives d'emplois et une politique de l'Education qui va à l'encontre de l'intérêt des élèves, des personnels et du Service Public.

*

I- EVOLUTION DES EFFECTIFS

Tableau 1 : évolution des effectifs de 2010 à 2011

	Constat 2010	Ecart constats 2010-2009	Rappel prévisions 2010	Prévisions 2011	Ecart prévu 2011-2010
24	32 435	+29	-200 à 0	32 309	-126
33	127 543	+872	+100 à +200	127 955	+412
40	33 310	+351	+300 à +500	33 334	+24
47	26 590	-83	+100 à +200	26 573	-17
64	45 833	-376	-400 à -200	45 547	-286
Académie	265 711	+793	-100 à +700	265 718	+7

